

*La Revue Socialiste* n° 1 - Printemps 1999

Texte n° 07

Nombre total de signes : 36000

Rubrique : Eclairages

Surtitre : Royaume-Uni

Titre : Le blairisme est-il un socialisme ?

Auteur : Laurent Bouvet

Présentation de l'auteur :

Laurent Bouvet est rédacteur en chef de *La Revue Socialiste*. Chargé de cours à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

### Chapeau

Le blairisme est devenu un véritable phénomène de mode politique après l'accession au pouvoir de Tony Blair en 1997. Lors de la visite du Premier ministre britannique à Paris en avril 1998, au cours de laquelle il a prononcé un discours, en français, devant l'Assemblée nationale, bon nombre de personnalités de gauche comme de droite ont tenté de récupérer un peu du dynamisme émanant du nouveau héraut de la gauche modérée européenne. Depuis quelques temps, l'admiration pour le renouveau politique britannique a diminué d'intensité ; et les questions sur l'ambition politique de Tony Blair se sont faites plus pressantes. Est-ce que la " troisième voie " qu'il propose à ses camarades continentaux est vraiment un moyen de rénover la social-démocratie européenne ? Ou bien est-ce qu'il s'agit ni plus ni moins d'un habile maquillage du néo-libéralisme ? Bref, la prétention du blairisme à déplacer les lignes de force de la politique britannique et européenne est-elle un aménagement de celui-ci ou une trahison de celle-là ?

### Texte

Depuis la victoire de Tony Blair aux élections britanniques de mai 1997, un intense débat sur la qualité du socialisme — plus précisément du travaillisme... — du premier ministre anglais a envahi colloques, journaux et revues. Il s'est d'abord développé au Royaume-Uni, où il continue d'alimenter les conversations des cercles intellectuels et politiques de la

gauche anglaise, avant d'enflammer les gauches européennes. Un terme résume l'enjeu du débat : la " troisième voie ".

Ce n'est pas qu'il soit bien original puisqu'on peut, de mémoire, en relever au moins une demi-douzaine d'emplois depuis les années 1920. Il fut ainsi utilisé tour à tour par les groupuscules puis les régimes fascistes dans différents pays européens pour témoigner de leur refus tant du régime soviétique que des démocraties occidentales ; en Angleterre même, par Harold MacMillan lorsqu'il réclamait un " capitalisme à visage humain " dans les années 1930 ; par l'Internationale socialiste à la recherche d'une voie médiane entre communisme et capitalisme dans les années 1950 ; par les communistes réformateurs d'Europe de l'Est réclamant cette fois un " socialisme à visage humain " dans les années 1960 ; par le Verts allemands dans les années 1970 ou encore par les sociaux-démocrates suédois dans les années 1980. Bref, le terme n'est pas nouveau, et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est susceptible d'évoquer tout et son contraire.

C'est pourtant ce terme qui a été très officiellement choisi, et abondamment promu, pour désigner la tentative théorique de réinterprétation du travaillisme anglais opérée par Tony Blair et les intellectuels " *New Labour* " — néo-travaillistes — qui l'entourent au premier rang desquels figure désormais le sociologue Anthony Giddens, directeur de la prestigieuse London School of Economics and Political Science. En septembre 1998, la sortie concomitante de trois ouvrages directement consacrés à la définition de la " troisième voie " blairiste ont montré qu'après plus d'un an de gouvernement Blair, les recherches sur la forme et le contenu de la « troisième voie » n'étaient pas closes. Le premier ouvrage, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy* est l'œuvre d'Anthony Giddens qui passe facilement en Angleterre pour le " gourou " intellectuel de Blair ; le second est une brochure de Blair lui-même publiée par l'illustre Fabian Society : *The Third Way. New Politics for the New Century* ; le troisième est un ouvrage collectif publié par Demos, un laboratoire d'idées " indépendant " qui a influencé le programme blairiste et dont les principaux animateurs sont aujourd'hui conseillers de Tony Blair à Downing Street : *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*. [Note 1 : Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998 ; Tony Blair, *The Third Way. New Politics for the New Century*, Fabian Society Pamphlet n° 588, 1998 ; Ian Hargreaves & Ian Christie (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, Demos, 1998. La traduction de l'ouvrage d'A. Giddens et de la brochure de T. Blair vont paraître cette année en un volume aux Editions du Seuil.] Ces trois ouvrages, de nature différente, permettent, si l'on en croise la lecture, de dégager la synthèse la plus récente et

la plus complète dont on dispose aujourd'hui pour tenter d'apporter une réponse à la difficile question : qu'est-ce que la « troisième voie » ?

### L'influence du libéralisme

La réflexion sur la " troisième voie " doit avant tout être replacée dans son contexte historique et... géographique : une société britannique atteinte en profondeur par de longues années passées sous la domination idéologique du néo-libéralisme — celui de Margaret Thatcher. En effet, si la gauche social-démocrate européenne, dans son ensemble, a compris dès le début des années 1980 que le néo-libéralisme triomphant ne lui laissait plus beaucoup d'espace politique, en raison de la séduction de plus en plus forte qu'il exerçait sur les classes moyennes : baisse de la pression fiscale, accession à la propriété, retraites par capitalisation, développement du petit actionariat, etc., elle n'a réagi en changeant les coordonnées de son programme politique qu'à partir du début des années 1990 — abandon des nationalisations, politique économique de stabilisation, réforme des régimes de protection sociale... Cet *aggiornamento* programmatique lui a permis de revenir peu à peu au pouvoir dans la plupart des pays de l'Union européenne. Elle a été aidé en cela, depuis le milieu des années 1990, par la rigidité de programmes néo-libéraux de moins en moins adaptés à un monde désormais en quête de davantage de régulation, économique, financière, juridique, sociale... comme en témoignent, par exemple, la " demande de droit " adressée par une " opinion publique " internationale naissante ou la vigueur des réactions aux crises financières récentes d'Asie, de Russie et d'Amérique du sud.

Face à ce changement de décor économique et social, les forces politiques conservatrices — britanniques en particulier — se sont montrées incapables de sortir de la nasse idéologique dans laquelle elles se sont peu à peu enfermées au cours des années 1980 et 1990 : un libéralisme économique toujours plus débridé doublé d'un conservatisme social cadennassé. Cette alchimie maintenue par les droites européennes ne fait plus recette électoralement. Ainsi, comme le souligne la *Fabian Society* en introduction à la brochure de Tony Blair, " L'élection (britannique) de 1997 a-t-elle marqué la fin d'une longue période pendant laquelle l'idéologie de la "Nouvelle Droite" a dominé la vie publique. Au Royaume-Uni, comme à travers le monde, la crédibilité intellectuelle et la popularité du conservatisme néo-libéral ont été mises en doute par son échec économique et social ".

Parmi les grands partis de la gauche social-démocrate européenne, ce sont les travaillistes anglais qui ont réalisé le plus tôt et qui ont poussé le plus loin la révolution

programmatische permettant d'acclimater les changements économiques et sociaux structurels auxquels sont soumises les sociétés européennes. Leur longue période d'opposition (1979-1997) à un gouvernement qui a incarné plus que tout autre le néo-libéralisme a en effet provoqué au Royaume-Uni, davantage qu'en Europe continentale, une prise de conscience politique déterminante par rapport aux nécessités électorales du moment : la reconquête du soutien des " classes montantes " issues de la nouvelle stratification sociale européenne — née elle-même des bouleversements créés par la mondialisation de l'économie, la révolution des technologies de l'information et de la communication, et l'individualisation des besoins de protection sociale.

En prenant au sérieux ces changements et en anticipant leurs conséquences politiques, les néo-travailleurs ont pu reconquérir le pouvoir. Reste à savoir s'il s'agit pour eux de conduire la société britannique vers une autre équation politique que celle qui est proposée par le conservatisme néo-libéral. Pour tenter de répondre à cette question — plus importante qu'il n'y paraît souvent vu du continent —, il faut veiller à ne verser ni dans un excès d'enthousiasme béat face au blairisme, ni dans le dédain ou le rejet systématique de l'expérience britannique en cours. Il faut tenter d'en lire l'originalité et d'en tirer les quelques leçons qui peuvent être utiles à notre propre expérience, en France. C'est sans doute là une des manières d'être authentiquement des sociaux-démocrates européens.

Entre néo-libéralisme et social-démocratie ?

Anthony Giddens a posé les premiers jalons théoriques de l'idée de " troisième voie " [Note : A l'occasion de son ouvrage *Beyond Left and Right. the Future of Radical Politics* (Polity Press, 1994)] en proposant d'échapper à ce qu'il appelle des " modèles dépassés " : la social-démocratie telle qu'elle a été mise en place après la Seconde guerre mondiale (keynésianisme, économie mixte, domination de l'Etat sur la société civile, Etat-providence " du berceau à la tombe ", égalitarisme...) et le néo-libéralisme tel qu'il s'est développé dans les années 1980 (Etat minimal, économie de marché sans contraintes, assistance sociale réduite, politique de classe dans la redistribution des revenus...). A ses yeux, ces deux grands modèles idéologiques ne sont plus adaptés aux données structurelles des sociétés contemporaines. Les changements du monde contemporain : mondialisation des échanges et ouverture des cultures, développement des activités de service, nouvelle révolution technologique, individualisation du social, émancipation des femmes, montée des préoccupations écologiques... bref, tout ce qui pousse le monde vers le post-matérialisme ou le post-industrialisme rend caduques les réponses classiques. Qu'il s'agisse de la réponse social-démocrate — une régulation centralisée étendue des activités

économiques et sociales — ou de la réponse néo-libérale — une dérégulation totale, le retrait de la puissance publique et la “ marchandisation ” du plus grand nombre d’activités.

S’il reprend dans *The Third Way* sa double critique à l’égard des modèles social-démocrate et néo-libéral [Note : Il décrit rapidement cette inadaptation dans le premier chapitre de son ouvrage de 1998, *The Third Way...*, *op. cit.*, intitulé “ Socialism and after ”], il infléchit néanmoins nettement sa conclusion quant à la “ route radicale ” que devrait suivre le “ nouveau centre ” politique qu’il appelle de ses vœux. En effet, tout en continuant de défendre l’idée que le débat droite-gauche n’est plus susceptible d’apporter des réponses aux questions qui se posent désormais aux sociétés contemporaines : globalisation de l’économie, montée de l’individualisme, étiollement du politique et de son pouvoir sur le monde, développement des risques nés du progrès scientifique et technologique..., il plaide néanmoins clairement pour une rénovation de la social-démocratie, et non plus pour un “ après ” des idéologies plus rhétorique que pratique.

Cette inscription dans un cadre de débat commun avec les gauches modérées européennes est clairement perceptible dans le plaidoyer de Blair lui-même en faveur d’une “ troisième voie ” progressiste : “ La troisième voie est la traduction d’une social-démocratie modernisée (...) Fondée sur les valeurs qui ont conduit la politique progressiste depuis plus d’un siècle — la démocratie, la liberté, la justice, l’engagement collectif et l’internationalisme ” et plus loin : “ ... la troisième voie est également une troisième voie *au sein* de la gauche. Le débat au sein de la gauche a été dominé par deux positions peu satisfaisantes. La gauche fondamentaliste considérait les nationalisations et le contrôle étatique comme des fins en soi, conférant à toute proposition politique un caractère idéologique (...) Alors que les Réformistes essayaient périodiquement de changer le programme avec un succès limité. La troisième voie est une réévaluation sérieuse de la social-démocratie, profondément ancrée dans les valeurs de la Gauche afin de développer des approches radicalement nouvelles ” [Note : T. Blair, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 1.]. Il s’agit pour Blair comme pour Giddens d’en finir aussi avec le clivage classique de la gauche européenne, révolutionnaires contre réformistes ; la “ troisième voie ” se veut aussi une tentative de dépassement des vieilles habitudes... de la gauche européenne.

Les valeurs politiques du blairisme : responsabilité et communauté

Blair expose les quatre valeurs qui fondent à ses yeux son action à la tête du gouvernement britannique ; des “ valeurs qui doivent être promues parce qu’elles sont

essentielles à la construction d'une société juste qui maximise la liberté et le potentiel de tous ". Il s'agit du bien-être pour tous, de l'égalité des chances, de la responsabilité et de la communauté. Si les deux premières sont familières et à la gauche et à l'oreille socialiste française, les deux dernières sonnent différemment et appellent spontanément des références étrangères à la culture de la gauche française. C'est donc à la responsabilité et à la communauté qu'il faut s'intéresser d'autant qu'on les retrouve défendues de la même manière par Giddens. On notera en guise de préambule que les thèmes de la responsabilité et de la communauté — dont on va voir qu'ils apparaissent de manière transversale dans l'ensemble des politiques de " troisième voie " mises en place — ont l'avantage stratégique de toucher une partie de l'électorat conservateur sans faire peur au noyau dur des électeurs travaillistes. Ils permettent de rassurer des conservateurs soucieux de l'unité nationale et taraudés par les thèmes sécuritaires tout en répondant à l'une des attentes traditionnelles d'un électorat travailliste soucieux de solidarité.

La responsabilité, liée à l'idée de " devoir " pour Blair et Giddens, a été pendant très longtemps, l'apanage de la droite conservatrice ; la gauche travailliste n'insistant que sur les droits, en particulier sociaux, dont bénéficiaient chacun du simple fait de son statut d'assuré social notamment. Cette automaticité sans réciprocité est considéré aujourd'hui comme une erreur, ce qui conduit la " troisième voie " à un durcissement du discours de la responsabilité individuelle et à une dialectique des droits et des devoirs du citoyen. Pour Blair, " les droits dont on bénéficie sont le reflet de nos devoirs : des droits et des chances sans responsabilité étant porteurs d'égoïsme et de cupidité " [ **Blair, *The Third Way...*, op. cit., p. 4**]. Ce discours moralisant trouve ses débouchés dans la réforme de la protection sociale — " *Welfare to Work* " : favoriser la remise au travail des bénéficiaires des prestations sociales qu'il s'agisse des chômeurs en leur proposant un emploi ou une formation qu'ils sont tenus d'accepter, des mères célibataires auxquelles sont proposées des aides à la garde des enfants, des exclus marginalisés etc. — ainsi que dans la nouvelle politique de sécurité mise en place par le gouvernement britannique — " dur avec le crime... " : répression accrue envers les mineurs, couvre-feu pour les adolescents, extension des peines de substitution à la prison afin que les criminels et les délinquants soient confrontés aux conséquences de leurs actes, mise en cause de la responsabilité parentale, etc. mais également " ...dur avec les causes du crime " : programme d'aide à l'insertion professionnelle à destination des jeunes, emplois-jeunes, réformes éducatives, etc.

Blair et Giddens font tous les deux abondamment référence à l'idéal communautaire dans leurs ouvrages. La composante "communautariste" de la "troisième voie" est sans doute un

des aspects les moins connus et les plus originaux du projet blairiste. Il s'agit ni d'une simple allusion électoraliste destinée à séduire une partie de l'électorat conservateur ni d'une transposition du communautarisme américain [Note : .....], mais bien d'une lecture originale du rôle de la communauté comme forme politique dans la vie sociale contemporaine. Si le communautarisme de "troisième voie" puise ses racines dans la tradition social-chrétienne britannique, centrale pour Blair, elle n'apparaît pas néanmoins comme un archaïsme, en raison de son articulation avec le respect de l'individu et de ses droits. Ce discours communautariste renvoie davantage à un effort civique, sur le thème du lien étroit entre droits et devoirs — conformément à l'idée de responsabilité — qu'à un retour de la communauté traditionnelle comme lieu de détermination de l'ensemble de la vie de l'individu. Le thème communautariste est sans doute la part la plus personnelle de l'apport de Blair à l'édification de la nouvelle doctrine travailliste. Il témoigne d'une volonté d'influencer les attitudes et de convaincre chacun de la nécessité de son implication personnelle au service de la communauté. La politique apparaît aux yeux de Blair comme une préoccupation morale autant que technique. Concrètement, le communautarisme blairiste concerne toutes les communautés auxquelles l'individu peut s'identifier : la nation, l'école et la famille. Le regain d'intérêt pour la famille est significatif du renouveau doctrinal du Parti travailliste qui prend désormais en compte un phénomène longtemps négligé par la gauche : le fait que la "désintégration" de la famille sous l'effet de la libéralisation des mœurs et surtout de la crise sociale conduit à une montée de l'insécurité et de l'exclusion. Lors du congrès de 1994, Blair, alors ministre de l'intérieur du "cabinet fantôme" de John Smith, expliquait que le "*Labour* est le parti de la loi et de l'ordre face à une politique conservatrice qui provoque l'éclatement social et la criminalité". Pour lui, le renouveau de la Grande-Bretagne passe par le resserrement des liens dans l'ensemble des communautés, qu'elles soient de nature sociale, locale ou nationale.

### Une nouvelle approche de la justice sociale et du rôle de l'Etat

Au delà des valeurs qui en fondent la logique politique, la « troisième voie » de Tony Blair entend apparaître avant tout comme un ensemble de politiques économiques et sociales cohérent susceptible de faire entrer ces valeurs dans les faits. La brochure publiée par Blair à l'automne 1998 dont il est question ici vise précisément à montrer que le gouvernement qu'il dirige met en œuvre, concrètement, les principes de la « troisième voie » tels que les décrit Giddens par exemple. Dans cette perspective pratique, la définition d'une nouvelle conception de la justice sociale doit permettre de faire face à la crise de l'Etat-providence britannique sans tomber dans la logique individualiste et assurancielles privée prônée par

les conservateurs. Le système social est arrivé à un tel point qu'il ne peut, selon cette nouvelle approche travailliste, que se réformer. De deux choses l'une : soit la réforme est maîtrisée, et alors elle peut déboucher sur une société plus égalitaire et plus solidaire, soit la réforme est sauvage et alors seule une petite partie de la société sera gagnante — les classes moyennes et populaires perdant tout à la fois avantages et filets ultimes de protection au profit d'un système totalement libéralisé.

Dans la perspective de la maîtrise de la réforme, Blair entend d'abord reconnaître l'exclusion pour ce qu'elle est ; et de là, substituer une approche d'équité et d'insertion à celle d'égalité et d'assistance, générale mais aveugle, qui a prévalu jusqu'ici. L'essence de la réforme mise en œuvre par le *New Labour* est conforme en cela à l'orientation qui prévaut désormais dans l'ensemble des grandes démocraties : la substitution d'une logique de *workfare* à celle de *welfare*, la préservation de la protection sociale des classes moyennes par des systèmes assuranciers mixtes, la solidarité de proximité (locale) plutôt que nationale, etc. Il s'agit ni plus ni moins de mettre fin à la logique de protection sociale instaurée après la Seconde guerre mondiale — mutualisation globale des « risques » de la vie : retraite, maladie, chômage, famille — pour une spécialisation et une différenciation des cotisations et des prestations. Les filets de sécurité de dernier recours étant réservés aux cas extrêmes, en nombre réduit, par le passage de l'assistanat à l'insertion.

Pour Blair comme pour Giddens, la préoccupation morale qui anime la nouvelle pensée travailliste et les obligations qui en découlent à l'égard des « exclus » ont remplacé le discours traditionnel d'analyse en termes de domination et de classe du *Labour*. A leurs yeux, une « sous-classe » de personnes qui exclues du reste de la société vivent en dessous du seuil de pauvreté ou d'activités économiques précaires, dans un état d'illégalité et d'instabilité familiale et dans la détresse morale et économique, constitue une source de gaspillage humain et une atteinte à la personne qui sont insupportables, et de surcroît... coûteuses pour le pays. Sans compter qu'il s'agit d'un frein à la compétitivité du pays.

Pour mettre en œuvre les objectifs de justice sociale et en pratique les valeurs affichées, les tenants de la « troisième voie » ne prônent pas un retrait de l'Etat mais le redéploiement de ses investissements afin de soutenir le libre jeu du marché. Giddens explique ainsi que « l'Etat a un rôle essentiel à jouer en investissant dans les ressources humaines et dans les infrastructures nécessaires au développement d'une culture entrepreneuriale » (**note : Giddens, *The Third Way, op. cit.*, p. 99**). Cette politique implique une « nouvelle économie mixte », une réorientation des investissements de l'Etat comme « investisseur social », des dépenses accrues dans le domaine éducatif, en particulier pour la formation



permanente et la requalification, et la multiplication des partenariats avec le système dit du « troisième secteur ». Cette nouvelle politique économique et sociale tire une grande partie de son inspiration de l'expérience clintonienne aux Etats-Unis.

### Liens transatlantiques

On peut parler, à la lumière, par exemple, des déclarations du 7 février 1998 de Tony Blair au *Guardian*, d'une véritable volonté du premier ministre anglais de reconstruire la social-démocratie autour d'un axe transatlantique. Son projet de transformation de l'Internationale socialiste en une "Internationale démocrate" ouverte aux partis démocrates (du centre gauche) non seulement de l'Europe mais aussi d'Amérique et à terme du reste du monde, relève de sa volonté d'intégration de la mondialisation et de ses effets au cœur même de l'identité social-démocrate, selon une vision du monde profondément anglo-saxonne.

Le lien diplomatique privilégié entre Londres et Washington — que l'on a pu constater en 1998 lorsque Tony Blair, alors même que le Royaume-Uni présidait l'Union européenne et contre l'avis de ses partenaires européens, a apporté son soutien à Bill Clinton lors des frappes aériennes sur l'Irak — devenant, dans cette perspective, le pivot de l'effort intellectuel pour penser ce que sera la gauche mondiale de demain. Les projets *New Democrat* de Clinton et *New Labour* de Blair procèdent en effet d'une conception commune de la politique, largement inspirée par le libéralisme au sens philosophique du terme : la liberté la plus large pour tous dans le respect des valeurs morales de chacun.

Les analogies entre les approches politiques de Clinton et de Blair ne s'arrêtent pas à cette vision philosophique commune ni au fait qu'ils sont arrivés tous les deux au pouvoir après une longue période dominée par leurs adversaires politiques — des adversaires qui ont entretenu eux aussi des liens étroits sur le plan idéologique. Les réunions régulières qui regroupent les principaux conseillers des deux responsables sont un autre exemple des relations profondes qui unissent les Etats-Unis de Clinton et le Royaume-Uni de Blair. Ces relations conduisent à une véritable convergence de vue sur de nombreux sujets, au premier rang desquels se situe les politiques économique et sociale. Il en va ainsi, par exemple, de l'accent mis sur la stabilité macro-économique, sur la prudence fiscale, sur le maintien d'un taux d'inflation faible, sur la réforme des systèmes de protection sociale dans le sens du *workfare*, sur la politique du salaire minimum et le développement du

*Earned-Income Tax Credit* (EITC)<sup>1</sup> pour encourager les travailleurs pauvres ; les grands axes de la politique économique et sociale sont les mêmes pour les deux équipes.

Un des enjeux essentiels pour le renouveau de la social-démocratie européenne est de savoir si ces liens transatlantiques étroits sont susceptibles de faire du blairisme le « Cheval de Troie » idéologique du libéralisme américain en Europe, ou bien si malgré ces liens, le Royaume-Uni tel que l'envisage Blair va s'ancrer dans l'Union européenne, en acceptant les contraintes et les perspectives politiques, économiques et sociales.

Le blairisme peut-il être un modèle pour la social-démocratie européenne ?

On notera d'abord, de manière factuelle, que contrairement à un certain nombre d'analyses qui expliquent l'irréductibilité de l'expérience britannique de la « troisième voie » par les conditions particulières de son exercice : succession néo-libérale thatchérienne, tropisme atlantique, bipolarisme parlementaire des institutions britanniques, arrière-plan libéral du programme du *New Labour*, etc., les récentes décisions du gouvernement de Tony Blair sur des points aussi sensibles que la défense — voir la récente déclaration commune franco-anglaise sur la défense européenne — et la monnaie — acceptation officielle du passage de la Livre sterling à l'Euro — dénotent si ce n'est une convergence avec l'évolution continentale du moins la fin d'une certaine exception britannique, et que celle-ci est l'œuvre des Travailleurs.

Plus profondément, on peut avancer que Tony Blair dit souvent tout haut — avec une rhétorique parfois choquante et souvent purement médiatique<sup>2</sup> — ce que de nombreux dirigeants sociaux-démocrates européens pensent, voire mettent en œuvre, tout bas — pour peu que l'on veuille bien regarder dans le détail les mesures prises par les différents gouvernements sociaux-démocrates continentaux : la légitimation économique du secteur privé (son extension par la privatisation et par l'amélioration de son environnement fiscal et social), la diminution des impôts, la flexibilisation du marché du travail, les mesures en faveur de la création d'entreprises, le développement des formes nouvelles d'activité... Et il s'agit là de s'en tenir à la politique économique — on pourrait tracer les mêmes parallèles en matière de politique de sécurité intérieure ou de propositions de réforme de l'Etat providence. Bref, les divergences affichées entre des modèles continentaux, qui

---

<sup>1</sup> La double stratégie : augmentation du revenu minimum - extension du EITC a été au cœur de la stratégie de Robert Reich, ministre du travail dans la première administration Clinton, pour lutter contre la pauvreté et les *working poor*. Jeffrey Liebman, économiste de Harvard, proche de Summers, a récemment travaillé sur le sujet pour le gouvernement Blair.

<sup>2</sup> Demos.....

seraient plus fidèles à la tradition social-démocrate, et le blairisme sont largement rhétoriques. Elles ne visent souvent qu'à rassurer des portions de l'électorat de la gauche continentale tentées par les sirènes radicales : vertes, communistes, d'extrême-gauche... qui ne peuvent se faire entendre au Royaume-Uni compte-tenu de la particularité du scrutin majoritaire à un tour.

Si l'on franchit encore un pas pour s'éloigner des effets plus ou moins forts de séduction ou de répulsion que suscite le blairisme de ce côté-ci de la Manche, la question de la pertinence de la réponse blairiste à la crise du modèle social-démocrate européen reste posée dans son entier. Il s'agit en fait de savoir si l'apparente radicalité de la « troisième voie » proposée par Blair — notamment par rapport au rythme traditionnel et aux méthodes habituelles d'adaptation des projets sociaux-démocrates nationaux européens — est due d'abord à la pression des transformations essentielles à l'œuvre dans le monde, donc si ce programme et cette stratégie sont généralisables à l'Europe continentale ; ou bien si cette radicalité est uniquement fonction de la spécificité de la situation britannique ?

Selon l'option qu'ils choisissent, les responsables des partis et dirigeants gouvernementaux sociaux-démocrates continentaux semblent adopter deux positions différentes par rapport au blairisme. Des positions l'on peut schématiser ainsi. Ceux qui sont le plus séduit par le blairisme sont convaincus du caractère majeur du changement structurel en cours, donc du bien-fondé de la « troisième voie », de l'abandon des dogmes de la période faste de la social-démocratie européenne — les Trente Glorieuses — et de la nécessité de redessiner les contours idéologiques de la gauche européenne dans le sens d'une « libéralisation » accrue et d'un rapprochement avec les positions démocrates américaines. Peu de dirigeants sociaux-démocrates européens s'affichent de cette manière, même si on a pu citer les noms du chancelier allemand Gerhard Schröder ou du chef du Parti des démocrates de gauche italiens, Walter Veltroni. Les contributions qui suivent dans ce numéro de la revue montrent que c'est toujours beaucoup plus compliqué qu'il n'y paraît.

Ceux qui considèrent en revanche que le cas britannique est irréductible à celui des autres pays européens sont ceux qui en appellent à l'adaptation de la social-démocratie européenne et refusent toute conversion, affichée du moins, au libéralisme. Pour ceux-là, et c'est incontestablement la position tant du gouvernement que du Parti socialiste en France, la poursuite de la construction européenne apparaît comme le meilleur moyen de maintenir l'originalité d'un modèle politique et social européen — en ce qui concerne la

protection sociale notamment — dans un monde soumis à des forces appelant si ce n'est à sa destruction du moins à sa transformation. Bref, de porter politiquement un modèle nettement alternatif aux tentations anglo-saxonnes.

Le sort de la gauche européenne au début du XXI<sup>ème</sup> siècle se joue aujourd'hui dans l'affrontement, qui ne fait que commencer, entre les tenants de la « troisième voie », ceux précisément qui ont trouvé en Tony Blair un porte-drapeau flamboyant et les tenants d'une euro-gauche certes modernisée mais « reconnaissable » dont Lionel Jospin apparaît comme la figure de proue. Pour être plus clair encore, le choix que feront Gerhard Schröder et le SPD d'Oskar Lafontaine entre les deux stratégies proposées à la social-démocratie européenne par Tony Blair et Lionel Jospin, déterminera sans doute l'issue de la « bataille des idées », et de là une grande partie de l'avenir européen.

L'issue de cet affrontement de fond n'est pas sans importance. En effet, la gauche européenne détient aujourd'hui un pouvoir politique d'une ampleur encore inédite en Europe. Ce qui signifie qu'elle a désormais les cartes en main pour modeler les contours d'une nouvelle société, pour éviter en particulier celle que « proposent » les Etats-Unis sous le couvert de la mondialisation, et suggérer un modèle alternatif : un modèle dont pourrait bénéficier le reste du monde. Ce défi, stimulant, c'est celui de la social-démocratie pour le siècle qui vient.

Encadrés